



Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.) N° 02/10022026

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

Personne Publique / Pouvoir Adjudicateur – auteur du marché :

MINISTERE DE LA JUSTICE

Agence du Travail d'Intérêt. Général et d'. Insertion. Professionnelle des personnes placées sous-main de justice **(A.T.I.G.I.P)**

Service de l'Emploi Pénitentiaire **(S.E.P)**

Régie Industrielle des établissements Pénitentiaires **(RIEP)**

11, Rue Louisa Paulin

19015 TULLE

www.sep.justice.gouv.fr

Objet de la consultation :

Fourniture de bois résineux sous forme d'avivés et tout autre produit de sciage du sapin et pin, traités ou non autoclave à livrer aux ateliers menuiserie ATIGIP RIEP, réparties en deux lots distincts.

- **Lot 1 : Sapin épicéa et tout autre produit de sciage de sapin**
- **Lot 2 : Pin maritime et tout autre produit de sciage de pin**

Type de procédure :

La procédure est de type accord-cadre à bons de commande multi-attributaire, au sens de l'article R. 2162-2 du Code de la commande Publique, passée selon la procédure d'appel d'offres ouvert, en application des articles L. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique

Le présent C.C.P. comporte 13 pages numérotées de 1 et 13

SOMMAIRE

Article premier - OBJET DE L'ACCORD CADRE.....	3
1.1 - Le présent accord cadre porte sur la prestation suivante.....	3
1.2 - Type de procédure.....	3
1.3 - Tranches et lots.....	3
1.4 - Quantités.....	3
1.5 - Variantes.....	3
Article 2 – SPECIFICATIONS TECHNIQUES.....	3
2.1 - Caractéristiques techniques des différents lots.....	3
2.2 - Critère environnemental.....	4
2.3 - Critère social.....	4
Article 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	4
Article 4 – FORME ET DUREE DE L'ACCORD CADRE.....	5
4.1 - Type de marché.....	5
4.2 - Modalités de répartition des commandes.....	5
4.3 - Commande spécifique.....	5
4.4 - Durée de l'accord cadre.....	5
4.5 - Reconduction.....	5
Article 5 – MODALITES D'EXECUTION.....	5
5.1 - Forme des commandes.....	5
5.2 - Modification de la liste des produits standards.....	6
Article 6 – DELAIS DE LIVRAISON.....	6
Article 7 – CONDITIONS DE LIVRAISON OU D'EXECUTION.....	6
7.1 - Conditionnement - Emballage.....	6
7.2 - Transport.....	6
7.3 - Modalités et lieu de livraison.....	7
Article 8 – PENALITES DE RETARD.....	7
Article 9 – OPERATIONS DE VERIFICATIONS – DECISIONS APRES VERIFICATIONS.....	8
9.1 - Vérifications.....	8
9.2 - Décisions après vérifications.....	8
9.3 - Admission.....	8
9.4 - Admission avec réfaction.....	8
9.5 - Rejet.....	8
Article 10 – GARANTIE PARTICULIERE.....	8
Article 11 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX.....	8
Article 12 - AVANCE, ACOMPTE.....	9
Article 13– ETABLISSEMENT DE LA FACTURE - PAIEMENT.....	10
13.1 - Facture.....	10
13.2 - Mode de règlement – Délai de paiement.....	10
13.3 - Origine de paiement.....	10
Article 14 – RESILIATION ET LOI APPLICABLE.....	10
14.1 - Résiliation.....	10
14.2 - Loi applicable.....	11
14.3 - Règlement amiable.....	11
Article 15 – INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES.....	11
15.1 - Renseignements complémentaires.....	11
15.2 - Modification du dossier de consultation.....	11
15.3 - Règlement amiable.....	11
15.4 - Différends.....	11
15.4.1- Principes communs au règlement amiable des différends.....	11
15.4.2 - Possibilité de recourir à la médiation pour le règlement des différends.....	12
15.5 - Litige.....	12
Article 16 – CLAUSE DE REEXAMEN.....	12
16.1 - Les modifications de la liste des bénéficiaires.....	12
16.2 - L'augmentation du montant maximum en cas de déploiement imprévu.....	12
16.3 - Commande spécifique.....	13
Article 17 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	13

Article premier - OBJET DE L'ACCORD CADRE

1.1 - Le présent accord cadre porte sur la prestation suivante

Fourniture de bois résineux : sous forme d'avivés et tout autre produit de sciage du sapin et pin, traités ou non autoclave à livrer aux ateliers Menuiserie ATIGIP RIEP réparties en deux lots distincts.

Le titulaire s'engage à livrer dans les mêmes conditions de prix hors transport tous les ateliers menuiserie ATIGIP-RIEP qui pourraient se rattacher ultérieurement au marché.

L'accord cadre prend effet à compter de sa date de notification au titulaire.

1.2 - Type de procédure

La procédure est de type accord-cadre à bons de commande, allotie et multi-attributaires, au sens de l'article R. 2162-2 du Code de la Commande Publique, passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert, en application des articles L. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique

1.3 - Tranches et lots

La consultation est allotie par famille de produit afin de permettre l'accès à la commande publique de tout opérateur spécialisé dans une famille.

Lot 1 : Sapin épicéa et tout autre produit de sciage de sapin

Lot 2 : Pin maritime et tout autre produit de sciage de pin

1.4 - Quantités

Cet accord cadre à bons de commande est pour les 2 lots sans quantité minimum.

A titre indicatif et sans engagement du pouvoir adjudicateur les quantités annuelles prévisionnelles sont indiquées dans l'annexe AE.

L'accord cadre est de type sans montant minimum et avec un montant annuel maximal :

- Lot n°1 : 1 M€
- Lot n°2 : 500 k€

1.5 - Variantes

En application de l'article R2151-8 du code de la commande publique, les variantes ne sont pas autorisées.

Article 2 – SPECIFICATIONS TECHNIQUES

2.1 - Caractéristiques techniques des différents lots

Les produits du présent marché sont destinés à la production de : produits apicoles, composteur, mobiliers extérieurs, produits funéraires. Une partie des produits sera traitée par autoclave.

Le classement d'aspect des bois résineux suivant la méthode visuelle sera utilisé pour qualifier la qualité du bois. Les normes de références sont les NF/EN 1611-1 ET NF/B 52-001-1 Avril 2018.

Les produits traités par autoclave doivent satisfaire aux spécifications de la norme NF B50-105-3. Les produits utilisés pour le traitement des bois doivent répondre à la norme NF EN 599-1+A1, le candidat doit fournir la fiche technique du produit de traitement utilisé et les preuves de conformité par rapport à cette norme (label CTBP+ et CTBB+) traités par « autoclave vide pression ».

Les candidats doivent préciser si les bois sont certifiés par un label " Gestion durable des forêts " ainsi que le niveau de certification et la marque de ce label.

Le titulaire s'engage à maintenir le niveau de certification indiqué pendant toute la durée du marché.

Le présent marché, passé pour le compte des ateliers ATIGIP- RIEP Menuiserie de TOUL (54), ST MAUR (36), RIOM (63), MURET (31) et tout autre nouvel atelier.

Le marché prend effet à sa date de notification au titulaire.

2.2 - Clause environnementale

Pour tous les produits objet du présent marché, le titulaire doit présenter une note avec des éléments de traçabilité minimale des produits de ses fournisseurs : le nom commercial et le type de produit ainsi que les noms communs des produits utilisés lors de leur production ; le pays d'origine, et si possible la région de récolte et la concession ; la quantité ; le nom et l'adresse du fournisseur, le nom et l'adresse du client-professionnel ; les documents et autres informations permettant de tracer l'origine des produits et évaluer le niveau de risque relatif à la déforestation.

Le titulaire s'engage à adopter une démarche respectueuse de l'environnement dans le cadre de l'exécution des prestations à réaliser et notamment en matière de lutte contre la déforestation. Les produits identifiés avec un fort risque de déforestation dans le présent marché composé de : cacao, du café, de l'huile de palme, de la viande, bois (à adapter) doivent être certifiés « achats durables » selon les recommandations du [guide d'achat public « Zéro déforestation » du dispositif services publics écoresponsables](#).

A cet effet, dans les 15 jours, à compter de la notification du marché, le titulaire complète [un questionnaire en ligne](#) permettant d'évaluer le risque de déforestation importée et de mettre en exergue les pistes de progrès.

En cas de non-respect des délais, des échéances des documents attendus au titre de la lutte contre la déforestation, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 50 € HT par jour de retard.

2.3 - Clause sociale

2.3.1- Respect des obligations légales

Le titulaire atteste, par une déclaration sur l'honneur remise à l'appui de son offre, qu'il respecte l'ensemble des obligations légales et réglementaires en vigueur en matière sociale, et notamment :

- Le principe d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ;
- L'interdiction de toute discrimination à l'embauche et dans le déroulement de carrière ;
- Le respect des dispositions du Code du travail applicables aux salariés employés dans le cadre de l'exécution du marché ;
- Les obligations relatives à la prévention du travail dissimulé.

Le titulaire s'engage à maintenir ces obligations pendant toute la durée d'exécution du marché.

2.3.2 Transmission d'indicateurs sociaux

Afin de permettre l'évaluation de sa politique sociale, le titulaire fournit, à la remise de l'offre (cadre de réponse) puis sur demande du pouvoir adjudicateur en cours d'exécution, les éléments suivants :

- Effectif total de l'entreprise ;
- Pourcentage de femmes occupant des fonctions d'encadrement ;
- Index d'égalité professionnelle femmes-hommes ;
- Indicateur d'écart moyen de rémunération entre les femmes et les hommes ;
- Taux d'accès à la formation professionnelle.

Ces informations peuvent être accompagnées de tout document justificatif utile.

Article 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et son annexe AE « Offre de prix » ;
- Le cadre de réponse technique – environnemental - social
- Le(s) éventuel(s) avenant(s) ;
- La fiche technique du bois proposé ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seule foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (arrêté du 30 mars 2021) ;

- Les bons de commande successifs émis au fur et à mesure des besoins.

Article 4 – FORME ET DUREE DE L'ACCORD CADRE

4.1 - Type de marché

En application des dispositions des articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique, pour tous les lots, le marché est un accord cadre à bon de commande.

Les bons de commandes sont **émis au fur et à mesure des besoins** des ateliers Menuiserie ATIGIP- RIEP.

Pour les deux lots, l'accord-cadre est de type multi-attributaires. Conformément à l'article L.2125-1 du code de la commande publique. L'ATIGIP-RIEP **retiendra au maximum 2 attributaires par marché** (lot) en fonction des résultats de l'appel d'offres.

4.2 - Modalités de répartition des commandes

Pour des raisons opérationnelles et en application de l'article R 2162-14 du code de commande publique, l'attribution des bons de commandes s'effectue d'après la méthode dite « **en cascade** » et selon les critères suivants :

- 1 – Attributaire le moins disant (coût produit plus + coût transport)
- 2 – Le délai de livraison (confirmer par écrit pour chaque bon de commande)

En cas d'incapacité de l'attributaire le moins disant à fournir la marchandise dans le délai requis pour la commande, l'ATIGIP-RIEP fait appel au deuxième attributaire moins disant dont le délai de livraison est conforme au besoin et au troisième si le deuxième ne remplit pas les conditions de délais exigées.

Les bons de commandes sont émis au fur et à mesure des besoins des ateliers menuiseries l'ATIGIP-RIEP.

4.3 - Commande spécifique

Toute commande de nouvelles fournitures ne figurant pas dans l'offre initiale du titulaire ou n'ayant pas fait l'objet d'une adjonction au marché cf. art 5.2 du présent CCP, doit faire l'objet d'un bon de commande validé et signé par l'ordonnateur de l'ATIGIP-RIEP (ou toute personne du siège de Tulle ayant délégation de signature).

Ce bon de commande spécifique et ponctuel à valeur d'avenant au marché.

4.4 - Durée de l'accord cadre

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an.

L'exécution du marché débute à compter de la date de notification.

4.5 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit 3 fois de façon tacite par période de reconduction de 1 an Soit une durée totale de 4 ans.

Le pouvoir adjudicateur peut se prononcer au plus tôt 3 mois avant la fin du marché sur la non reconduction de celui-ci. Si aucune décision n'a été prise au plus tard un mois avant la fin du marché, le pouvoir adjudicateur est considéré comme ayant accepté sa reconduction.

Quelle que soit la décision prise par le pouvoir adjudicateur, le titulaire peut faire part à celui-ci, au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité du marché, de sa volonté de se désengager du contrat ; le titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

Article 5 – MODALITES D'EXECUTION

5.1 - Forme des commandes

Les fournitures, objet du présent accord cadre, feront l'objet de bons de commande comportant :

- la référence au marché,
- la désignation de la fourniture,

- le prix unitaire HT,
- la quantité à livrer,
- le montant total HT et TTC,
- le lieu de livraison,
- le délai de livraison.

Les personnes habilitées à signer les bons de commande sont **les Responsables d'Ateliers ou toute personne du siège de TULLE ayant délégation de signature.**

5.2 - Modification de la liste des produits standards

Toute modification des produits (nouveaux produits, produits modifiés, produits supprimés, adjonction de références, etc...) intervenant en cours d'exécution du marché, doit être communiquée, **sans délai et par écrit**, au service achat de l'ATIGIP- RIEP à Tulle.

Après acceptation écrite par le représentant du pouvoir adjudicateur, ces produits sont intégrés au marché. Les conditions du marché sont pleinement applicables à ces modifications.

Article 6 – DELAIS DE LIVRAISON

Chaque commande doit faire l'objet par son émetteur, d'une demande de délai de livraison auprès de l'attributaire moins disant.

Le délai de livraison indiqué est ensuite mentionné sur le bon de commande, il doit être confirmé par écrit à l'auteur du bon de commande (cf article 4.2).

Le délai confirmé devient le délai contractuel.

Les candidats indiquent leurs délais de livraison minimum et maximum dans l'annexes AE « offre de prix ». **Le délai confirmé au moment de la commande doit obligatoirement se situer dans cette fourchette.**

En cas d'impossibilité de la part des attributaires de l'accord-cadre de livrer les marchandises commandées dans les délais contractuels prévus, l'administration se réserve le droit de faire appel à un autre fournisseur.

Les délais mentionnés sont décomptés en jours calendaires.

Article 7 – CONDITIONS DE LIVRAISON OU D'EXECUTION

7.1 - Conditionnement - Emballage

Les opérations de conditionnement et d'emballage sont à la charge du titulaire. Les fournitures sont livrées franco d'emballage.

Les bois livrés sont conditionnés en piles avec un **cerclage solidaire de cales** devant permettre le passage des fourches d'un élévateur. Les colis, pour des raisons de manutention, ne devront pas excéder une masse de **2500 kg pour les ateliers de St Maur, Riom et Toul et 3500 kg pour l'atelier de Muret.**

Le conditionnement et le transport des fournitures doivent assurer la protection des bois contre les détériorations, les reprises d'humidité et les intempéries.

Un lattage tous les deux rangs devra être réalisé. (Lattage au maximum espacé de 1m).

Le titulaire sera rendu pécuniairement responsable des avaries qui pourraient survenir en cours de transport par suite de défaut ou d'insuffisance de conditionnement et d'emballage.

Dans un souci d'éco responsabilité, le titulaire s'engage à tout mettre en œuvre afin d'éviter les livraisons incomplètes.

7.2 - Transport

Les fournitures sont livrées par camion aux ateliers Menuiserie ATIGIP- RIEP.

Les prix des produits portés dans l'annexe à l'acte d'engagement (ou au tarif général) sont donnés au **départ des locaux du titulaire**, ils sont accompagnés des coûts liés au transport par demi camion et camion complet à destination de tous les ateliers ATIGIP-RIEP.

Les candidats doivent indiquer dans l'annexe AE « offre de prix » le coût de transport à destination de chaque atelier.

Pour des livraisons par petite quantité, le transport sera facturé au coût réel, le titulaire s'engage à rechercher le meilleur coût (une copie de la facture du prestataire de transport pourra le cas échéant être demandée au titulaire par le service achat de l'ATIGIP).

Par ailleurs, en cas de livraison partielle d'une commande dont les conditions ont été acceptées et confirmées par le titulaire, tout surcoût des prestations de transport consécutif à la livraison du solde de cette commande est à la charge de ce dernier.

7.3 - Modalités et lieu de livraison

La particularité des ateliers de l'ATIFIP- RIEP est leur situation dans l'enceinte d'établissements pénitentiaires. Pour ces raisons, les livraisons s'effectueront sous certaines conditions qui seront précisées au moment de la commande, **l'accès aux établissements pénitentiaires étant en effet subordonné à autorisation.**

Avant toute livraison, il est impératif **que le titulaire prenne contact avec le signataire de la commande afin de se faire préciser les modalités d'horaires et d'accès à l'établissement.** Le titulaire ne peut en aucun cas déroger aux conditions d'accès.

Lieux de livraison :

Centre de Détention de TOUL
Atelier ATIGIP-RIEP Menuiserie
804, rue du Maréchal Lyautey - BP 305
54201 TOUL Cedex
Du Lundi au Vendredi 7 h 30 - 11 h 00/13 h 45 - 16 h 00

Centre Pénitentiaire de RIOM
Atelier ATIGIP-RIEP Menuiserie
Route d'Ennezat- CS 70066
63201 RIOM Cedex
Du Lundi au Vendredi 8h00 – 12h00

Maison Centrale de ST MAUR
Atelier ATIGIP-RIEP Menuiserie
36255 SAINT MAUR Cedex
Du Lundi au Jeudi 8h00 – 10h30/14h00 – 15h30
Le vendredi 8h00 – 10h30

Centre de Détention de MURET
Atelier ATIGIP-RIEP Menuiserie
Route de Seysses
BP 312
31605 MURET CEDEX

Article 8 – PENALITES DE RETARD

En cas de dépassement du délai de livraison contractuel, par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = (V \times R) / 500$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie des prestations en retard ;

R = le nombre de jours de retard.

Les délais mentionnés sont décomptés en jour calendaire.

Par ailleurs si le dépassement du délai contractuel de livraison entraînait un préjudice pour l'ATIGIP-RIEP,

celui-ci pourrait donner lieu au versement d'une indemnité couvrant les frais de ce préjudice. Cette indemnité ferait l'objet d'une facture émise par l'atelier et serait calculée en sus des pénalités ci-dessus.

Le montant des pénalités est plafonné à 20% du montant total du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, le Titulaire est exonéré de pénalités lorsque leur montant total ne dépasse pas 150€.

Article 9 – OPERATIONS DE VERIFICATIONS – DECISIONS APRES VERIFICATIONS

9.1 - Vérifications

Les opérations de vérifications prévues, ci-dessous, sont effectuées dans les conditions stipulées à l'article 22 du CCAG-FCS, par le responsable de l'atelier ou son représentant.

Vérification quantitative dans un délai maximum de 4 semaines

Si la quantité fournie n'est pas conforme aux stipulations du marché, le représentant du pouvoir adjudicateur peut mettre le titulaire en demeure de s'exécuter dans un délai de 15 jours à compter de la date du constat de la défaillance.

Vérification qualitative jusqu'à la mise en production (avant ou après le paiement de la facture).

Les vérifications se feront selon les critères d'aspect qualitatif des produits de sciage conformément à l'article 2 du présent CCP et aux normes en vigueur.

9.2 - Décisions après vérifications

A l'issue des opérations de vérification, le Pouvoir Adjudicateur prend une décision expresse d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG – FCS.

9.3 - Admission

Passé le délai prévu à l'article 9.1 ci-dessus, la décision d'admission des fournitures est réputée acquise. L'admission est prononcée sous réserves de vices cachés.

9.4 - Admission avec réfaction

Une réfaction de prix **sur** le montant des prestations livrées est applicable, dans le cas où les opérations de vérification mettraient en évidence que les fournitures livrées ne satisfont pas entièrement aux conditions définies par le présent marché, mais peuvent être utilisées en l'état.

Les décisions d'admission assorties d'une réfaction sont notifiées dans les conditions du CCAG-FCS. Elles sont prises sous réserves des vices cachés.

9.5 - Rejet :

Toute livraison, pour lesquelles les opérations de vérification mettent en évidence des défauts ne permettant pas une utilisation dans des conditions normales, donnera lieu à une décision de rejet.

Chaque décision de rejet est confirmée expressément au titulaire par le Responsable de l'atelier ATIGIP-RIEP concerné ou son représentant. L'enlèvement des fournitures rejetées est entièrement à la charge du titulaire

Article 10 – GARANTIE PARTICULIERE

Sans objet.

Article 11 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

Le marché est conclu au prix figurant dans l'offre de prix annexée à l'acte d'engagement : **Prix est exprimé en € H.T par m3, départ usine du titulaire et frais de port en supplément tout droit et taxe inclus, hormis la TVA**, Les prix sont établis en **Euros**.

Les prix sont fermes pour la première période à compter de la date de notification du marché.
Au-delà, ils pourront être ajustés, en plus ou en moins au 1^{er} janvier et au 1^{er} juillet de chaque année.
La première révision des prix aura lieu au 1^{er} janvier 2027.

Les prix seront ajustés en fonction de l'évolution des indices suivants :

Lot 1 sapin épicéa :

Indice prix de production de l'industrie française pour le marché français - prix de marché – CPF 16.10 – produits du sciage de l'épicéa hors bois palettes – Base 2015 – identifiant : 010763791, selon la formule suivante :

$$P(n) = P(o) \times \frac{PS(n)}{PS(o)}$$

Dans laquelle :

P(n) est le prix ajusté,
P(o) est le prix initial du marché réputé établi au mois de mars 2026
PS(o) valeurs des indices INSEE du mois de mars 2026
PS(n) valeurs moyennes des indices INSEE connues sur la période trimestrielle précédant la date d'ajustement.

Lot 2 pin maritime :

Indice prix de production de l'industrie française pour le marché français - prix de marché – CPF 16.10 – Produits du sciage du pin maritime hors bois palettes – Base 2015 – identifiant : 010763789, selon la formule suivante :

$$P(n) = P(o) \times \frac{PS(n)}{PS(o)}$$

Dans laquelle :

P(n) est le prix ajusté,
P(o) est le prix initial du marché réputé établi au mois de mars 2026
PS(o) valeurs des indices INSEE du mois de mars 2026
PS(n) valeurs moyennes des indices INSEE connues sur la période trimestrielle précédant la date d'ajustement

A la date de réajustement tarifaire, les attributaires du marché s'engagent à faire parvenir à l'Administration, par lettre recommandée avec accusé de réception, son nouveau tarif, **avec un préavis de 3 semaines** avant la date prévue pour l'application de l'ajustement.

Les prix ainsi ajustés constituent les nouveaux prix pour la période considérée.

En cas d'augmentation supérieur à 5%, l'ATIGIP-RIEP se réserve le droit d'engager des négociations avec l'attributaire et de résilier le marché sans indemnité si aucun accord n'aboutissait entre les deux parties.

La formule de révision a pour but de prendre en compte l'évolution des conditions économiques à la hausse comme à la baisse. Si l'ATIGIP-RIEP constatait que le titulaire ne lui a pas fait bénéficier des baisses de tarif auxquelles il pouvait prétendre le marché pourrait être résilié sans aucune indemnité ou contrepartie financière.

Article 12 - AVANCE, ACOMPTE

Sauf renoncement porté à l'acte d'engagement, une avance peut être versée au titulaire conformément aux dispositions des articles R 2191-3 à R 2191-19 du code de la commande publique. Une facture devra être établie par le titulaire pour toute demande d'avance.

Des acomptes peuvent être versés conformément aux articles R 2191-20 à R 2191-22 du code de la

commande publique. Toute demande d'acompte devra faire l'objet d'une facture.

Seules les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché (livraison partielle) ouvrent droit au versement d'acomptes.

Toute demande d'acompte devra faire l'objet d'une facture.

Article 13– ETABLISSEMENT DE LA FACTURE - PAIEMENT

13.1 - Facture

Les factures portent outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Nom et adresse du créancier, date de facturation
- N° de TVA intracommunautaire
- le numéro du compte bancaire à créditer tel qu'il figure sur l'acte d'engagement.
- La désignation exhaustive des prestations réalisées ;
- Le montant HT taux TVA, montant TTC ;
- Le code de nomenclature douanière (en cas d'absence de cette information la facture pourra être retournée à son émetteur afin d'être complétée)
- Le lieu de livraison

Les factures sont à adresser à ATIGIP-RIEP – 11, rue Louisa Paulin – BP 534 – 19015 Tulle. Elles sont à poster sur le portail Chorus pro selon les précisions, indiquées ci-dessous ou/et indiquées dans le bon de commande

Les identifiants pour l'envoi des factures sont les suivants :

- Service de l'état ? Répondre NON (information à saisir uniquement en cas de dépôt manuel)
- SIREN : 16001203500038
- Service : indiquer le numéro de service indiqué au bas du bon de commande que vous avez reçu.
- N° d'engagement : ne rien indiquer (donnée facultative pour la RIEP)

Tous les éléments d'information pour l'utilisation de ce portail à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures ne sont acceptées qu'après l'admission des prestations. Toute facture non conforme aux présentes dispositions sera rejetée par l'administration.

13.2 - Mode de règlement – Délai de paiement

Le mode de règlement choisi par l'administration contractante est le virement. Les références du ou des comptes à créditer sont indiquées à l'acte d'engagement et au RIB joint.

A l'exception du délai de paiement, les modalités de règlement sont soumises aux dispositions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Les paiements sont réalisés conformément aux Chapitres I et II du titre IX du livre I du code de la commande publique (Le délai de paiement prend effet à compter de la date de réception de la facture par l'administration contractante, et se termine à la date de mise en paiement par le comptable assignataire.)

13.3 - Origine de paiement

La RIEP est une structure de l'Etat organisé sous la forme d'un compte spécial du Trésor crée par la loi n° 501615 du 31 décembre 1950, compte n° 909.

Comptable assignataire : L'agent Comptable de la R.I.E.P. 11 Rue Louisa Paulin – BP 534 – 19015 TULLE CEDEX 05.55.29.99.32

Article 14 – RESILIATION ET LOI APPLICABLE

14.1 - Résiliation

Le marché peut être résilié en application des conditions mentionnées dans le chapitre 6 du CCAG – FCS.

14.2 - Loi applicable

En cas de litige, seule la loi française est applicable. Le tribunal administratif de Limoges est seul compétent.

Les correspondances ainsi que tous les documents relatifs au marché sont rédigées en français.

La monnaie du marché est l'euro. L'acte d'engagement, la proposition financière, les factures etc. devront obligatoirement être chiffrées dans cette monnaie.

14.3 - Règlement amiable

Pour tous litiges et en cas de désaccord, il est rappelé qu'il est possible de recourir pour les deux parties aux comités consultatifs de règlement amiable, conformément à l'art R 2197-1 du code de la commande publique.

Article 15 – INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

15.1 - Renseignements complémentaires

Les demandes de renseignements complémentaires (techniques, procédure, autres) nécessaires à l'étude, sont dématérialisées via la plateforme des achats de l'état <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>. Les échanges se feront obligatoirement via cette plateforme.

15.2 - Modification du dossier de consultation

L'ATIGIP- RIEP se réserve le droit d'apporter au plus tard dix jours avant la date limite de réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation, et le cas échéant de reporter la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans réclamation à ce sujet.

15.3 - Règlement amiable

Pour tous litiges et en cas de désaccord, il est rappelé qu'il est possible de recourir pour les deux parties aux comités consultatifs de règlement amiable, conformément à l'art 142 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

15.4 - Différends

Le présent marché est conclu et est exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable ou le recours à la médiation dans la résolution de tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent contrat ou à l'exécution des prestations.

15.4.1- Principes communs au règlement amiable des différends

- Rappels quant aux modalités alternatives au règlement des différends

La médiation ou la conciliation par le Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics sont des processus de règlement permettant aux parties de trouver un accord à l'amiable sans procédure judiciaire classique. Leur recours vise notamment à favoriser une solution rapide et pérenne aux problèmes rencontrés, et participe à l'objectif de préserver la relation future du ministère avec ses fournisseurs.

À ce titre, chaque partie reste libre de quitter à tout moment le processus.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

- Suspension des délais de recours contentieux et de prescriptions

Conformément au code de justice administrative, les délais de recours contentieux sont interrompus et les prescriptions sont suspendues à compter de la date d'acceptation des deux parties indiquées dans le courriel d'ouverture qui leur est envoyé par le médiateur ou de la date de saisine du Comité consultatif du règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics. Ces démarches interrompent les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise après la tentative de règlement amiable, ou de la constatation de l'échec de la démarche.

- Confidentialité

Sauf accord des parties, et exceptions prévues par le code de la justice administrative, la médiation ou la conciliation par le Comité sont soumises au principe de confidentialité. Ce principe vise à favoriser les échanges via la libération de la parole, l'émergence de nouvelles idées ou la clarification de situations. Aussi, les constatations et les déclarations des parties recueillies dans le cadre du règlement amiable doivent rester confidentielles. Ce principe de confidentialité ne s'applique pas aux pièces, documents et déclarations qui sont connus des parties et préexistent à la démarche, sans préjudice des mentions de protection qui peuvent les concerner.

15.4.2 - Possibilité de recourir à la médiation pour le règlement des différends

Lorsque l'acheteur et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue d'une procédure de réclamation, ils privilégient, avant toute saisine de la juridiction compétente, le recours à la conciliation ou à la médiation. Le Médiateur interne « relations fournisseurs », dont l'indépendance est garantie par le fait qu'il n'intervient dans aucune phase de la commande publique, peut être saisi par mail à l'adresse suivante :

mediateur-fournisseurs@justice.gouv.fr

Ou par courrier recommandé avec avis de réception à l'attention de :

Monsieur le Médiateur interne « relations fournisseurs »

13 place Vendôme

75042 Paris Cedex 01

15.5 - Litige

En cas de litige, seule la loi française est applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents pour l'introduction des différents recours.

Les recours ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative)
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

En cas de litige, seule la loi française est applicable. Les demandes doivent être adressés à :

Tribunal administratif de Limoges

2 cours Bugeaud

CS 40410

Limoges

87000 Limoges Cedex

Article 16 – CLAUSE DE REEXAMEN

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, les parties conviennent que le marché peut faire l'objet de modifications conformément à l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique. Ainsi, outre, la clause de réexamen en cas de circonstances imprévisibles prévue à l'article 25 du CCAG-FCS, le présent marché introduit une clause de réexamen rendant possible :

16.1 - Les modifications de la liste des bénéficiaires

La liste des bénéficiaires pourra être modifiée par adjonction ou suppression. Le titulaire s'engage à étendre dans les mêmes conditions techniques et qualitatives, les prestations prévues au marché aux nouveaux bénéficiaires.

Ces évolutions sont constatées par décision administrative et ne peuvent pas entraîner une incidence financière.

16.2 - L'augmentation du montant maximum en cas de déploiement imprévu

Le montant maximum du marché pourra être augmenté en cas de déploiement prévisible mais non prévu dans le marché initial de la manière suivante :

L'acheteur informera le titulaire de l'augmentation du montant maximum et justifiera que ce déploiement est strictement lié à l'objet du marché initial.

L'augmentation du montant maximale sera intégré au marché par acte modificatif au contrat (avenant).

16.3 - Commande spécifique

Toute commande d'emballage spécifique (nouveau produit, produit modifié, etc....) intervenant en cours de l'exécution du marché doit faire l'objet d'un devis et être validée par l'ordonnateur de l'ATIGIP à Tulle ou son représentant.

Après acceptation écrite de l'ordonnateur de l'ATIGIP ces produits sont intégrés au marché. Les conditions du marché sont pleinement applicables à ces modifications.

En cas de désaccord sur le tarif d'une commande spécifique, ou dans le cas d'une commande ne pouvant être réalisée par le titulaire dans les délais contractuels, l'ATIGIP-RIEP se réserve le droit de faire appel à un autre fournisseur.

Article 17 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Certains éléments des articles 3, 8 et 9 et 13 du présent CCP dérogent aux conditions générales du CCAG-FCS.

Signature et cachet du candidat